



**HAL**  
open science

# La mise en oeuvre d'un instrument de politique publique à Sarapiquí au Costa Rica, entre conservation et logiques marchandes

Juliette Astorg

## ► To cite this version:

Juliette Astorg. La mise en oeuvre d'un instrument de politique publique à Sarapiquí au Costa Rica, entre conservation et logiques marchandes. Journées doctorales “ Regards critiques sur le développement ”, Nov 2022, Aubervilliers, France. hal-03937381

**HAL Id: hal-03937381**

**<https://hal.science/hal-03937381v1>**

Submitted on 13 Jan 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Juliette Astorg

**Journées doctorales « Regards critiques sur le développement » 03-04  
Novembre 2022, Campus Condorcet**

**Titre de la communication: « La mise en œuvre d'un instrument de politique publique à Sarapiquí au Costa Rica, entre conservation et logiques marchandes »**

Juliette.astorg@sorbonne-nouvelle.fr

Doctorante en science politique (3ème année de contrat CIFRE (Convention industrielle de formation par la recherche) avec l'Agence Française de Développement-AFD à Paris), sous la direction de Camille Goirand

Paris 3 Sorbonne Nouvelle, Centre de Recherche et de Documentation sur les Amériques (CREDA, UMR7227, ED122)

**Axe choisi :** *Axe 2. Exploitation, valorisation et préservation des ressources naturelles : changements socio-environnementaux*

**Mots clés :** *Paiements pour services environnementaux (PSE), Costa Rica, instrument d'action publique*

**Notice biographique**

Diplômée d'un Master en science politique (Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine) et d'un Master en Gouvernance des relations internationales (Sciences Po Toulouse), Juliette Astorg poursuit un doctorat en science politique à l'Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle, sous la direction de Camille Goirand, professeure de science politique (ED122, CREDA, UMR 7227). Bénéficiant d'un contrat doctoral CIFRE (Convention industrielle de formation par la recherche) avec l'Agence Française de Développement (AFD) au Département de la recherche de l'AFD (2020-2023). Ses recherches doctorales portent sur la construction des politiques publiques de la transition bas carbone au Costa Rica et en Colombie, sur les transferts de l'action publique et les interactions entre acteurs. Elle a conduit une première enquête de terrain au Costa Rica, en premier lieu auprès d'agents ministériels et de la coopération internationale impliqués dans la construction d'un instrument de transition bas carbone, les « budgets verts » et en deuxième lieu auprès d'agents ministériels décentralisés et d'une fondation, Fundecor qui participent à la mise en œuvre des paiements pour services environnementaux dans la région de Sarapiquí.

## **Résumé :**

Cette communication sur la fabrique des politiques publiques de transition bas carbone visant à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> repose sur une enquête de terrain réalisée à Sarapiquí au Costa Rica. Elle analyse comment des politiques environnementales se mettent en place et s'adaptent selon des logiques commerciales sur ce territoire. La raréfaction des ressources allouées à l'action environnementale couplée aux transformations de la Fundecor poussent à des alliances avec le secteur privé dans un territoire marqué par l'expansion des monocultures d'ananas et de ses dommages environnementaux.

## **Introduction :**

Le gouvernement du Costa Rica a reçu un prix mondial pour son exemplarité sur la durabilité pour son Plan National de Décarbonation (2018-2050)<sup>1</sup> mis en place en 2018 par le gouvernement sortant de Carlos Alvarado qui vise la réduction des émissions de CO<sub>2</sub><sup>2</sup>. Dans le même temps, le Costa Rica possède un des taux les plus hauts du monde d'utilisation de pesticides sur les surfaces agricoles<sup>3</sup>. Le Costa Rica est un pays pionnier et reconnu au niveau international pour la mise en place d'un Programme national de paiements pour services environnementaux dès 1997<sup>4</sup>. Ce Programme vise à réduire la déforestation en incitant des propriétaires forestiers privés à conserver leur forêt par l'intermédiaire d'une subvention. Une pluralité d'instruments vise à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> tels que « les paiements pour services environnementaux ».

Cet instrument a été le fruit d'une littérature foisonnante en économie notamment en économie institutionnelle, en science politique, sociologie, anthropologie produite à un niveau international et en France par les équipes du CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) et de l'IRD (Institut de recherche pour le développement) en particulier. Cet instrument est également l'objet d'une littérature produite par les organisations internationales de développement elles-mêmes comme l'AFD (Agence française de développement) faisant partie du corpus en tant qu'objet d'étude. Cette communication s'inscrit dans la littérature existante sur cet instrument depuis la science politique et la sociologie politique de l'international. Je m'appuierai sur les travaux menés à la UCR, l'Université du Costa Rica selon une approche d'écologie politique sur les paiements pour services environnementaux (PSE), sur les monocultures d'ananas et l'extractivisme, au-delà sur le modèle d'exceptionnalisme vert. Mon cadre théorique repose sur l'instrumentation de l'action publique.

---

<sup>1</sup> GOBIERNO DE COSTA RICA, « Costa Rica recibe premio mundial por labor ejemplar en sostenibilidad – Presidencia de la República de Costa Rica », 2019.

<sup>2</sup> GOBIERNO DE COSTA RICA, « Plan nacional de descarbonización. 2018-2050 », 2018.

<sup>3</sup> María Soledad CASTRO-VARGAS et Marion WERNER, « Regulation by impasse: Pesticide registration, capital and the state in Costa Rica », *Environment and Planning E: Nature and Space*, 15 août 2022.

<sup>4</sup> Denis PESCHE, Cécile BIDAUD, Philippe MERAL, Jean-François Le COQ, Géraldine FROGER et Marie HRABANSKI, « Dynamique des dispositifs de paiements pour services environnementaux : les apports de l'analyse des politiques Publiques », *Développement durable et territoires*, Vol. 7, n°1, 11 avril 2016, <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11233>.

Cette communication repose sur une enquête de terrain réalisée pendant un mois et demi qui vient en complément d'un volet d'enquête qui porte sur un autre instrument de politique publique. L'enquête réalisée à Sarapiquí, à deux heures à l'Est de la capitale en zone rurale, a permis de mener des entretiens approfondis avec les différents acteurs parties prenantes de la mise en œuvre de l'instrument (ministères déconcentrés (MINAE, Ministère de l'environnement et de l'énergie – SINAC, Système national des aires de conservation et FONAFIFO, Fond national pour le financement forestier, MAG, Ministère de l'agriculture), le personnel de Fundecor, Fondation pour le développement de la Cordillère volcanique centrale (ingénieur.e.s forestier.e.s, directions, assistant.e), le personnel politique (adjoint.e au maire). L'enquête a consisté en des observations composées de visites de terrain et des interactions informelles, la collecte d'informations liées à l'enquête de type ethnographique (avec Fundecor comme point d'ancrage pour l'enquête): carnet de terrain, accès à de la documentation de projets, littérature grise sur les PSE et accès à des dossiers de demande de subvention.

A partir de cette littérature, cette communication questionne la mise en présence de projets de conservation de la nature et d'un modèle de production agricole fondé sur l'agro-exportation et les monocultures d'ananas dans le territoire de Sarapiquí. **Comment des politiques environnementales se mettent en place et s'adaptent selon des logiques commerciales et dans des territoires en tension?**

D'abord, cette communication nous plongera dans la cartographie des acteurs qui prennent part aux processus de mise en œuvre autour de l'instrument. Ce qui nous amènera à réfléchir aux logiques productivistes que prennent les projets et à la vision de la conservation et du développement de Fundecor qui s'adaptent aux besoins relatifs aux monocultures d'ananas. Au-delà, cela nous amènera à une réflexion sur les politiques environnementales, l'Etat costaricien et ses contradictions autour de la décarbonation.

## **I. Cartographie des acteurs :**

### **1.1. Qui sont les acteurs présents ?**

Au cours d'une observation d'une visite de terrain réalisée par A1, directeur régional du bureau de Fonafifo pour la Caraïbe et A2, ingénieur forestier de Fundecor, nous partons avec le pick-up de Fonafifo (Fond national pour le financement forestier). Il existe un accord de coopération entre Fonafifo et Fundecor (Fondation pour le développement de la Cordillère volcanique centrale). A2 de Fundecor salue toutes les personnes croisées en voiture en m'expliquant que « certains sont très cowboys »<sup>5</sup>. Après environ une heure de trajet la route goudronnée laisse la place aux cailloux. Nous arrivons sur la *finca*, propriété de A3, qui possède une belle allée cimentée, ornementée par des manguiers. La maison du *peón*, l'ouvrier agricole se trouve à l'entrée. A1 de Fonafifo et A2 de Fundecor sont des collègues et très bons amis, tous deux ingénieurs forestiers. Après une marche dans une partie de la parcelle couverte de forêt, A1 dit à A2 : « tu peux laisser cet arbre, celui-ci est trop petit »<sup>6</sup>. Nous nous séparons ensuite, je pars donc avec le propriétaire forestier accompagné de son voisin. Nous arrivons à

---

<sup>5</sup> Carnet de terrain, en espagnol : “ciertos son muy cowboys”.

<sup>6</sup> Carnet de terrain, en espagnol : “puedes dejar este arbol, este es demasiado pequeño”.

la parcelle de terrain qui est recouverte des arbres en pleine pousse. Il s'agit de *melina*. Cet arbre pousse vite, en cinq ans, il aura déjà atteint sa taille quasiment maximale. A3 le propriétaire sur la parcelle m'indique que c'est pour faire des *tarimas*, des palettes et que ce n'est pas un arbre de grande qualité par rapport à des arbres qui prennent plus de temps pour pousser. A1 et A2 m'expliquent que « l'idée est de couper du bois et de le vendre »<sup>7</sup>. Sur la route, nous avons croisé énormément de *piñeras*, des cultures d'ananas à droite, à gauche où les frontières agricoles montrent un entremêlement entre parcelles de forêts et cultures d'ananas.

Pour obtenir un PSE, A3 le propriétaire a fait une demande de financement, Fundecor joue le rôle d'*asesor*, de consultant et Fonafifo octroie les fonds. A1 et A2 m'indiquent qu'ils sont *socios*, des partenaires. Ce récit d'observation fait apparaître les différents acteurs mis en présence dans la mise en œuvre des paiements pour services environnementaux à Sarapiquí. Fonafifo est le fond national de financement forestier créé en 1991 qui dépend de l'Etat costaricien et qui est l'opérateur central de la mise en œuvre du PSE<sup>8</sup>. Il a pour but de gérer les demandes de financements pour les PSE. A1 est le directeur régional du bureau de Fonafifo pour la région Caraïbe. Fundecor, quant à elle, est la fondation costaricienne de développement de la Cordillère volcanique centrale. Fundecor est financée lors de sa création par un fonds spécial délivré par USAID (coopération bilatérale des Etats-Unis), pour mener des actions de conservation dans l'aire de conservation volcanique centrale : gestion des aires protégées, éducation environnementale et paiements pour services environnementaux. Elle est composée essentiellement d'ingénieur.e.s forestiers qui ont un rôle d'appui lors de la constitution de la demande de financement auprès de Fonafifo. Fundecor fait partie des organisations intermédiaires qui joue le rôle d'interface entre les propriétaires forestiers privés et Fonafifo<sup>9</sup>. Par ailleurs, les propriétaires forestiers privés sont dans ce cas étudié, des individus ce qui interroge aussi sur l'existence de projets de conservation qui portent sur la responsabilité individuelle de la conservation.

L'obtention d'un PSE est un processus long qui repose sur une chaîne d'acteurs qui mêle des aspects législatifs et politiques. Le propriétaire réalise une demande de financement auprès de Fonafifo. Un.e ingénieur.e forestier.e est sollicité par le propriétaire pour accompagner la demande : pour la certification du terrain et la mesure de la parcelle, la définition des actions de conservation qui pourront être réalisées (par exemple : protection de la forêt, reforestation, coupe de bois de façon durable). Un avocat est ensuite sollicité pour vérifier que la parcelle est juridiquement en règle (droits de propriété et aucun litige). La candidature est soumise à Fonafifo, une assistante administrative reçoit le dossier et l'évalue selon un barème à points établi par Fonafifo. Ce barème permet de sélectionner les dossiers qui se situent au-dessus d'un certain nombre de points établi en fonction de l'enveloppe de financement disponible pour

---

<sup>7</sup> Carnet de terrain, en espagnol : «la idea es sacar madera y venderla».

<sup>8</sup> Jean-François LE COQ, Denis PESCHE, Thomas LEGRAND, Géraldine FROGER et Fernando SAENZ SEGURA, « La mise en politique des services environnementaux : la genèse du Programme de paiements pour services environnementaux au Costa Rica », [VertigO] *La revue électronique en sciences de l'environnement*, 12-3, 2012, <https://www.erudit.org/en/journals/vertigo/2012-v12-n3-vertigo01173/1022680ar/>.

<sup>9</sup> Jean-François Le COQ et Fernando Saenz SEGURA, « Les organisations intermédiaires locales, un acteur clé dans la mise en œuvre et les résultats du programme de paiements pour services environnementaux au Costa Rica », *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, Vol. 7, n°1, 11 avril 2016, <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11221>.

l'année et les priorités environnementales et sociales définies par décret par le Ministère de l'environnement et de l'énergie costaricien. Le fait d'être une femme propriétaire ou bien d'appartenir à des populations autochtones permet d'obtenir des points supplémentaires. Une fois le contrat obtenu, Fonafifo verse le financement la première année au propriétaire qui diminue au cours du contrat. Le contrat dure cinq ans. Un.e ingénieur.e forestier.e réalise des visites de terrain tous les ans afin de vérifier si le contrat a été respecté par le propriétaire et peut continuer.

## **1.2. Production extensive de monocultures d'ananas dans un contexte local :**

Puerto Viejo de Sarapiquí est le point d'ancrage choisi pour l'enquête. Fundecor a donc son siège situé au cœur de Puerto Viejo de Sarapiquí entre l'église, l'hôtel qui accueille tous les agents qui viennent depuis San José pour travailler, les commerces de la ville. Puerto Viejo fait partie du canton de Sarapiquí, dans la Province d'Heredia. Cette région connaît des enjeux environnementaux spécifiques. Comme l'explique A5, directeur exécutif de Fundecor : « Dans des aires sensibles du point de vue de la biodiversité, du point de vue de la production de services écosystémiques, sensibles en l'état actuel, et c'est pour cela que je suis ici, et j'ai beaucoup d'idées dans la tête »<sup>10</sup>. Puerto Viejo est situé au cœur de la forêt tropicale, à proximité du Parc national Braulio Carrillo, du couloir biologique La Cruz. Par ailleurs, Puerto Viejo est le lieu d'établissement de l'OET (Organisation pour les études tropicales). Autour de Puerto Viejo, se situent de nombreuses réserves privées destinées aux études scientifiques et au tourisme (Réserve Tirimbina) par ailleurs souvent détenues par des étrangers comme des allemands et des français.

Cette vulnérabilité environnementale fait face à d'autres enjeux environnementaux. A Sarapiquí, de nombreuses plantations d'ananas en monocultures sont visibles. Ces monocultures engendrent des problèmes environnementaux graves. Par exemple, A6, agriculteur et bénéficiaire de PSE, au cours de sa trajectoire professionnelle a travaillé pour une entreprise d'ananas à Sarapiquí. Il explique : « quand j'ai terminé mon travail dans l'ONG et que je suis resté sans emploi, il y avait ma famille, mes frères, mon père, la *finca* se maintenait plus ou moins, je venais 2 fois par mois, je venais voir le travail à faire à la *finca*, j'ai vu la nécessité d'y aller un temps, je suis parti là-bas, j'ai appris les choses mauvaises que font les entreprises d'ananas, les quantités de pesticides qui sont intolérables pour la santé, qui sont mises, alors là j'ai affirmé encore plus ma conviction d'être un agriculteur biologique, je ne manque pas un ananas qu'ils vendent au supermarché qu'ils produisent dans les entreprises d'ananas, elles ont du carbaryl, elles ont un tas de choses »<sup>11</sup>. L'utilisation massive de pesticides et le changement d'usage des sols passant souvent d'un couvert forestier à une plantation

---

<sup>10</sup> Entretien avec A5, en espagnol : "En áreas sensibles del punto de vista biodiversidad, del punto de vista producción de servicios ecosistémicos, sensibles en lo que estamos, y por eso estoy aquí, y tengo un montón de ideas en la cabeza".

<sup>11</sup> Entretien avec A6, en espagnol : "cuando terminé el trabajo en la ONG me quedé desempleado, estaba mi familia, mis hermanos, mi papa, se mantenía más o menos la finca, venía 2 veces por mes, venía a ver los trabajos de la finca, vi la necesidad de ver un tiempo, me fui ahí, aprendí las cosas malas que hacen las piñeras, las cantidades de agroquímicos que son intolerables para la salud, la verdad que se tiran, entonces ahí confirmo más mi convicción de ser un agricultor orgánico, no me comí una piña que venden en el mercado que produce en las piñeras, tienen sevin, tienen un montón de cosas."

d'ananas entraînent donc la pollution des sols, l'assèchement de zones humides et la pollution des nappes phréatiques. De plus, les ananas plantés sont des espèces génétiquement modifiées. A6 ajoute au cours de l'entretien : « Tous les ananas sont modifiées. Cette espèce d'ananas est une espèce qui s'est produite, c'est une M2, ce n'est pas un ananas d'origine c'est une M2. Pour produire des ananas dans une culture d'ananas, il y a un cycle de 14 applications de pesticides, ce n'est pas 1 fois mais 14, 6 de ces applications sont des insecticides, fongicides, le reste sont des nutriments. C'est une partie de ce que tu manges une quantité de pesticides, cela arrive pour les pommes, les oranges, dans presque tout. On a enlevé l'habitat des insectes, alors qu'est-ce qu'ils mangent ? Ils viennent manger le poivre, le maïs. Pendant que je les ai ici, je peux produire mon agriculture sainement »<sup>12</sup>. Les travaux d'Alexa Obando montrent l'« invisibilisation des conséquences socio-environnementales de la production extensive de l'ananas dans les communautés, par les bénéfices et les rendements en matière économiques que génèrent cette industrie dans le pays »<sup>13</sup>.

Je n'ai pas encore approfondi la question du lien entre appartenance de la terre, personnel politique et entreprises multinationales et nationales de monocultures dans le cas de la production d'ananas. Toutefois, Carla, ingénieure agronome à Fundecor m'explique au cours d'une conversation informelle<sup>14</sup> le lien existant dans le cas des plantations de bananes. Le propriétaire d'une des plantations est un homme politique, soutenant un ex-président du Costa Rica José Figueres, qui utilisent des pratiques de fumigations de pesticides sur la plantation engendrant des aspersions de la maison de l'agriculteur à côté de la plantation. Ces pratiques sont également documentée dans le cas des productions d'ananas dans d'autres cantons du Costa Rica<sup>15</sup>. De plus, sur d'autres aspects sociaux, les travaux de Tania Rodriguez et de Delphine Prunier montrent le lien entre emploi de main d'œuvre migrante nicaraguayenne et expansion des monocultures d'ananas<sup>16</sup>. De plus, les autorités politiques locales comme l'adjointe au maire de Puerto Viejo de Sarapiquí, explique que des permis de fonctionnement sont bien autorisés par les mairies bien que des dénonciations soient déposées par des habitants. Ce territoire a été marqué historiquement par la présence d'entreprises comme la United Fruit Company dans la production des bananes aujourd'hui remplacée par Chiquita<sup>17</sup>.

## **II. Des projets et une vision du développement aux logiques marchandes :**

---

<sup>12</sup> Entretien avec A6, en espagnol : «Todas las piñas son modificadas. Esta especie de piña es una especie que se sacó, es una M2, no es una pina original es una M2. Para producir una piña en una piñera, tiene un ciclo de 14 aplicaciones de químicos, no es 1 vez sino 14, 6 de las aplicaciones son de insecticidas, fungicidas, el resto son de nutritivos. Es una parte que te estas comiendo una cantidad de agroquímicos, eso sucede en las manzanas, en las naranjas, en casi todo. Les hemos quitado el habitat de los insectos, entonces que comen? Se vienen para la pimienta, el maíz. Mientras les tengo ahí, puedo producir mi agricultura sanamente.»

<sup>13</sup> Alexa OBANDO CAMPOS, « Acciones y omisiones del Estado costarricense en la expansión piñera: El caso de la Zona Norte-Norte de Costa Rica », *Anuario Centro de Investigación y Estudios Políticos*, 11, 30 novembre 2020, p. 22-55. En espagnol : «invisibilización de las consecuencias socioambientales de la producción extensiva de la piña en las comunidades, por las ganancias y los réditos en materia económica que genera esta industria en el país»

<sup>14</sup> Carnet de terrain

<sup>15</sup> Réflexion issue du « Seminario: Del complejo global de plaguicidas a la crisis por agrovenenos en Costa Rica », 2022.

<sup>16</sup> Tania Rodríguez ECHAVARRÍA et Delphine PRUNIER, « Extractivismo agrícola, frontera y fuerza de trabajo migrante: La expansión del monocultivo de piña en Costa Rica », *Frontera norte*, 32, 2020, p. 1.

<sup>17</sup> Carnet de terrain

## **2.1. Projets et vision de la conservation et du développement de Fundecor orientés vers une dimension productiviste :**

Le récit d'observation au début de cette communication montre un moment de tension entre conservation et développement. Cette tension est visible dans le projet porté par Fundecor et Fonafifo sur la plantation de la Melina sur des parcelles de PSE<sup>18</sup>. Les *tarimas*, les palettes font l'objet d'un nouveau projet de Fundecor : réaliser des palettes à destination des entreprises de monocultures d'ananas qui semblent en essor dans la région de Sarapiquí. A4, ingénieur forestier à Fundecor m'explique que la melina est un arbre à croissance rapide. Par ailleurs, parmi les transformations de Fundecor, celle-ci recourt à présent à une entreprise de scierie qui lui permettra de fabriquer ces palettes. Cet achat dénote également l'aspect entrepreneurial de Fundecor qui au cours de sa trajectoire a décidé d'acheter des entreprises dont une de celle-ci est la scierie, l'autre est une entreprise de séchage du bois.

A5, directeur exécutif de Fundecor m'explique l'objectif du projet au cours d'un entretien: « L'autre thématique que nous avons fait c'est le programme de reforestation, nous avons un programme pilote de planter 500 hectares par an de melina qui est un bois de croissance rapide qui est utilisé pour faire des *palets* (en anglais). C'est le meilleur, il n'y en a pas en ce moment, donc il y a un espace pour créer de l'activité économique pour le secteur forestier, parce que tout le secteur agroexportateur a besoin de *palets* (en anglais) »<sup>19</sup>.

Le projet Melina entend : « reforester de manière commerciale », « promouvoir le développement territorial et répondre aux objectifs pays sur la reforestation », « maximiser les investissements non seulement en termes de production forestière mais aussi en termes sociaux, environnementaux et économiques »<sup>20</sup>. Le vocabulaire utilisé montre une logique commerciale, de plantations pour vendre le bois. Ainsi, le cadrage de l'action repose sur l'idée que ce projet servira le développement local qui sera permis par la génération d'emplois locaux.

Sarapiquí est un canton aux indices de développement social parmi les plus bas du pays. En effet, dès sa genèse le PSE est pensé par Fundecor comme « un revenu plus qu'une incitation », « une gestion forestière qui donne à manger », « du bois et progresser en matière économique, une incitation non seulement par amour mais parce que c'est fonctionnel »<sup>21</sup>. Ce projet est pensé par ces porteurs à Fundecor et Fonafifo comme le moyen de promouvoir le développement économique « ici »<sup>22</sup>. Le raisonnement en termes de *encadenamiento de valor*, « chaîne de valeur » est porté par les agents de Fundecor. Ce cadrage autour de logiques économiques et marchandes s'accompagne d'une insistance sur des enjeux sociaux. Une assistante administrative de Fundecor m'indique qu'ici le transport se fait parfois sur le fleuve, qu'il y a des problèmes d'infrastructures routières ainsi que de transports.

---

<sup>18</sup> Fundecor, Fiche projet Melina, 2020.

<sup>19</sup> Entretien A5, en espagnol : “El otro tema que hicimos es el programa de reforestación, tenemos un programa piloto de sembrar 500 hectáreas por año de melina que es esta madera de rápido crecimiento que se usa para hacer *palets*. Es la mejor, no hay en este momento, entonces hay un espacio para crear actividad económica para el sector forestal, porque todo el sector agroexportador necesita *palets*.”

<sup>20</sup> Fiche Projet Melina, 2020. En espagnol: “reforestar comercialmente”, “promover el desarrollo territorial y cumplir las metas país en reforestación”, “maximizar las inversiones no solo en términos de producción forestal sino también en términos sociales, ambientales y económicos”

<sup>21</sup> Carnet de terrain, en espagnol: “un ingreso más que un incentivo”<sup>21</sup>, “un manejo forestal que da de comer”, “madera y progresar económicamente, incentivo no solo por amor sino porque es funcional”.

<sup>22</sup> Notes d'entretien Carlos Porras

De plus, un décalage apparaît lors de l'entretien avec le directeur de la fondation A5 qui m'indique: « Moi : il y a des problèmes d'accès à l'eau ? Mario : Au Costa Rica, 97% je ne sais pas combien ont accès à l'eau, les ASADAS [association administratrices des systèmes d'aqueduc et d'assainissement communales] d'ici sont très grandes, Horquetas c'est la plus grande, celle d'ici celle de la Virgen, il y a 3 asadas très grandes qui couvrent des aires très grandes, ce sont des aires avec peu de densité de population »<sup>23</sup>. Hors, mes autres entretiens avec notamment une des ASADA du canton m'ont indiqué que la région connaît des problèmes d'accès à l'eau ce qui contraste donc avec l'image projeté du Costa Rica où l'accès à l'eau est quasiment acquis pour tout le monde. En effet, ce même entretien avec l'ASADA me révèle que la construction des réseaux d'eau coûte cher pour ces structures qui doivent accepter des formes d'arrangements avec les grandes entreprises nationales ou bien multinationales de cultures d'ananas pour accéder à l'eau.

Entre l'enquête réalisée pendant mon mémoire en 2018 au siège de Fundecor pendant deux mois et ce volet de l'enquête pour la thèse réalisé en 2021, des évolutions m'ont marquées. Fundecor a déplacé son siège à Sarapiquí, en zone rurale, au cœur des enjeux environnementaux pour lesquels elle a été créée à l'origine et elle ne se situe donc plus à San José. Le département dans lequel j'avais réalisé mon enquête de mémoire concernant l'éducation environnementale a été tout simplement supprimé. Fundecor était reconnue en particulier pour ces programmes d'éducation environnementale auprès des scolaires. Je n'ai pas encore les raisons de cette suppression. Fundecor a acheté deux entreprises marquant un tournant dans l'histoire de l'organisation.

En arrivant à Fundecor, au siège à Sarapiquí, je revois des anciens enquêtés dont A4, aujourd'hui directeur de l'innovation et des « negocios maderables » de Fundecor. A peine arrivée, il me présente les nouveaux produits dérivés fabriqués à partir du bois produit par les bénéficiaires de PSE: des revêtements de murs en lamelles de bois teintées qui décoorent la salle de réunion à l'étage. Ainsi, Fundecor emploie une entreprise, une scierie comme un prestataire de service. Les arbres sont produits par les propriétaires forestiers privés aux alentours vendus à Fundecor et travaillés dans la scierie pour ensuite certifier le bois et le vendre comme du bois certifié durable. Pour la fabrication de palettes la même scierie est utilisée par Fundecor cette fois-ci en *leasing*.

A5, directeur exécutif explique : « Fundecor crée 2 entreprises, une s'appelle *Fundecor Bosque* [Fundecor Forêt] et l'autre s'appelle *Fundecor is the Wood* [Fundecor est le Bois]. Dans les deux entreprises, Fundecor a 51% des actions, et le Fond pour le Climat du Luxembourg gère 40% des actions et c'est lui qui a approuvé les fonds pour créer les entreprises. [Fundecor] C'est une fondation mais elle a pris le chemin inédit de créer des entreprises, c'est inédit », « Après ils arrivent à la conclusion que l'unique manière de faire cela c'est de fermer le cercle il faut entrer dans la partie du marché (...) parce qu'on s'est rendu compte que ce n'était pas possible de soutenir la conservation au long terme si nous ne donnons pas de valeur agrégée au bois »<sup>24</sup>.

---

<sup>23</sup> Entretien A5, en espagnol: "JA : Hay problemas de acceso al agua? / MP: En CR, no, 97% no sé cuánto, tienen acceso al agua, las ASADAS de aquí son muy grandes, Horquetas es la más grande, la de aquí la de la Virgen, hay 3 asadas muy grandes pero cubren áreas muy grandes, son áreas poca densidad de población".

<sup>24</sup> Entretien A5, en espagnol: "Fundecor crea 2 empresas una que se llama *Fundecor Bosque* y otra que se llama *Fundecor is the Wood*. En ambas empresas, Fundecor tiene el 51% de acciones, y el Fondo del Clima de

Ainsi, A5 montre à travers son discours une analyse mercantile autour du bois appuyée sur un raisonnement en termes de valeur agrégée, de marché et de vente de produits dérivés du bois. Pendant mon enquête de mémoire sur Fundecor et ses pratiques, j'analysais la modernisation écologique à l'œuvre où les projets et la vision de Fundecor à travers les PSE, d'autres projets comme les Fonds pour l'eau, *Fondo del Agua* visent l'alliance des logiques de capitalisme et de conservation de la nature. Ainsi, cette nouvelle enquête montre un pas de plus vers des logiques entrepreneuriales marquées par l'achat des deux entreprises, par l'emploi d'un vocabulaire clairement orienté vers la vente du bois et des usages productifs du bois.

Ces orientations de Fundecor s'expliquent par la raréfaction des ressources allouées à l'action environnementale au Costa Rica et des besoins croissants de conservation de la forêt dans ce pays extrêmement vulnérable aux effets des changements climatiques. En effet, "Les effets que nous attendons au long terme avec les budgets verts, nous les avons déjà ici. Donc la nécessité de créer des mécanismes ou de chercher d'autres mécanismes via le marché dans ce cas s'exacerbe, il n'y a déjà plus de budgets de l'Etat, parce qu'une grosse partie de l'argent est dans les marchés, dans le secteur privé, et tout le monde va dans cette direction »<sup>25</sup>. L'impression laissée par cet extrait d'entretien est que la voie du marché préconisée par les discours du développement durable n'est plus une alternative mais une nécessité pour pouvoir continuer d'exister à Sarapiquí. Ainsi, les alliances avec le secteur des cultures d'ananas sont présentées par les agents de Fundecor comme un moyen de promouvoir la protection environnementale et le développement local.

Par ailleurs, il existe une oscillation entre la condamnation des effets environnementaux néfastes des cultures d'ananas et des besoins en termes d'emploi qui accroît des formes de dépendances à ce secteur. L'entretien avec A6 montre cet enjeu : « quand j'ai terminé mon travail dans l'ONG et que je suis resté sans emploi, il y avait ma famille, mes frères, mon père, la *finca* se maintenait plus ou moins, je venais 2 fois par mois, je venais voir le travail à faire à la *finca*, j'ai vu la nécessité d'y aller un temps, je suis parti là-bas, j'ai appris les choses mauvaises que font les entreprises d'ananas »<sup>26</sup>. Une employée de l'INDER (Instituto de Desarrollo Rural) de Sarapiquí m'explique dans une interaction informelle qu'elle sait que les entreprises d'ananas engendrent des problèmes environnementaux de pollutions notamment mais que son frère a trouvé du travail dans une entreprise d'ananas car à Sarapiquí le taux de chômage est élevé et les offres d'emploi du secteur de l'ananas sont importantes.

## **2.2. Le reflet de ces logiques dans la trajectoire professionnelle des agents :**

---

Luxemburgo el FSFC maneja el 40% de las acciones y es el que ha aprobado los fondos para que se creara las empresas. Es una fundación pero tomo el camino inédito de crear empresas, es inédito.", "Luego ya llegan a la conclusión que la única manera de hacer esto es de cerrar el círculo hay que entrar en la parte de mercado (...) Porque nos dimos cuenta que no era posible sostener la conservación al largo plazo si no le damos valor agregado a la madera."

<sup>25</sup> Entretien A5, en espagnol: "los efectos que estamos esperando al largo plazo con los presupuestos verdes, ya lo tenemos aquí. Entonces se exagera la necesidad de crear mecanismos o buscar otros mecanismos via mercado en este caso, ya no presupuestos de Estado, porque el grueso del dinero está en los mercados, en el sector privado, y todo el mundo va en esta dirección."

<sup>26</sup> Entretien A6, en espagnol: "cuando terminé el trabajo en la ONG me quedé desempleado, estaba mi familia, mis hermanos, mi papa, se mantenía mas o menos la finca, venia 2 veces por mes, venía a ver los trabajos de la finca, vi la necesidad de ver un tiempo, me fui ahí, aprendí las cosas malas que hacen las piñeras"

Le cas de la trajectoire professionnelle de A5, directeur exécutif de Fundecor permet de comprendre les orientations de la fondation. Tout d'abord, il m'explique : « Nous sommes une famille qui a beaucoup insisté sur l'éducation, mais du côté de ma mère, nous venons de la campagne (...). J'ai étudié l'agronomie, finalement tu termines dans un master en économie agricole et agroalimentaire. Mon angle a toujours été la partie de chaîne de valeur et du commerce agricole »<sup>27</sup>. En comparant avec la trajectoire professionnelle de son prédécesseur Felipe Carazo, qui a étudié un master aux Etats-Unis en économie environnementale, A5 a quant à lui un doctorat en commerce agricole ou agrobusiness. Il n'a donc aucune formation en gestion forestière premièrement et cela peut expliquer deuxièmement l'orientation qu'il a choisi de donner à Fundecor autour du commerce de bois. Au-delà, ce projet de Melina mis en œuvre par Fundecor ne semblent pas remettre en question des inégalités ou des rapports de pouvoir avec les monocultures d'ananas. Des solutions techniques sont proposés par Fundecor et Fonafifo. Les porteurs de ce projet de Melina ne défendent pas de vision altermondialiste sur la conservation et les inégalités.

Ainsi, Fundecor mène des projets de protection des aires protégées et d'éducation environnementale. Il s'agit d'une organisation pionnière dans la création de l'instrument de PSE. Cependant, dans ce projet elle oriente son action environnementale autour de la vente de palettes à des entreprises multinationales de production de monocultures d'ananas par ailleurs responsables de dommages environnementaux graves dans tout le pays. C'est l'occasion de « vendre beaucoup d'un bois qui n'est pas cher »<sup>28</sup>. Ces palettes servent pour l'exportation des ananas à l'international. Ainsi, les projets de PSE permettent le financement de la reforestation et des *planes de manejo* autour du bois de melina dont l'objectif est la vente de ce bois. D'un côté, le PSE permet la plantation de nouvelles espèces d'arbres et encourage la reforestation. De l'autre, ce bois sert à des usages productifs à destination d'entreprises qui par ailleurs commettent des dommages environnementaux. Un point de tension entre conservation et développement apparaît. Avec ce projet, ce sont les dynamiques de la globalisation qui sont mises au jour autour de l'agro-exportation et de ses liens avec le secteur forestier.

### **III. Politiques environnementales et l'Etat costaricien : entre décarbonation et néolibéralisme**

Après avoir montré l'évolution de Fundecor, j'aimerais remettre en perspective ces transformations avec les politiques environnementales au Costa Rica. Tout d'abord, nous montrerons que Fundecor est un laboratoire au Costa Rica des projets qui allient ces deux logiques : croissance et conservation de la nature.

#### **3.1. Fundecor : un laboratoire local de logiques commerciales**

Fundecor est une organisation qui teste de nouveaux mécanismes pour la conservation. A5, directeur exécutif de Fundecor au cours d'un entretien m'explique : « Je suis ici non pas

---

<sup>27</sup> Entretien A5, en espagnol: "Somos una familia que tiene mucho énfasis en la educación, pero por mama, vengo de la gente que viene del campo (...). Estudié agronomía, finalmente terminas en un posgrado en economía agrícola y agronegocios. Mi énfasis siempre fue la parte de cadena de valor y negocios en agricultura."

<sup>28</sup> Carnet de terrain

parce que je suis quelqu'un du secteur forestier (...) je n'avais jamais travaillé sur la thématique forestière, et cependant, je sens que j'ai un potentiel, immense particulièrement quand j'aborde le thème de développement durable (...). En revanche, dans le domaine de la forêt, il y a plus d'espace d'innovation »<sup>29</sup>. Ainsi, A5 pense le secteur forestier comme un espace d'innovation où ces nouveaux mécanismes émergent et sont testés par Fundecor.

A7, directeur de la réserve privée et refuge de la vie sauvage Tirimbina, m'explique : « Alors la question que nous nous faisons était de réellement penser à des mécanismes novateurs, parce que ce qui avait toujours tendance à se faire était des campagnes, pour que les gens prennent conscience et protègent, ce n'est pas suffisant, quelqu'un qui a de la forêt peut être très conscient, mais ce dont il a besoin au final c'est du flux de trésorerie »<sup>30</sup>. Ainsi, le PSE est un exemple d'instrument pensé par ses porteurs comme novateur car il associe la protection de la forêt à une incitation monétaire. Fundecor est la première organisation qui a financé des PSE au Costa Rica et qui a commencé à les mettre en œuvre.

A7 m'explique comment cette expérience locale a ensuite été appropriée au niveau national : « Le ministre a vu que c'était si bien, et il a dit ça c'est pour le niveau national. Et c'est un petit peu la fonction principale de Fundecor, être un laboratoire où s'essaient des choses et si on peut démontrer que c'était excellent, c'est le travail fondamental de Fundecor qui se poursuivra espérons »<sup>31</sup>. Fundecor constitue ainsi un laboratoire pour tester des mécanismes innovants de conservation. En effet, le PSE ainsi appréhendé permet de sortir des logiques de conservation qui reposent sur des parcs nationaux ou bien des campagnes de sensibilisation. De plus, A5, directeur exécutif de Fundecor m'explique pendant un entretien : « Donc je suis venu ici, comme directeur exécutif, essentiellement pour bouger la fondation, dans le cadre de décarbonation de l'économie pour le 21<sup>ème</sup> siècle »<sup>32</sup>.

Ce terme de « descarbonizacion » renvoie à la décarbonation de l'économie costaricienne qui s'appuie sur le Plan national de décarbonation du Costa Rica. A5 emploie au niveau local un terme qui évoque une politique publique nationale. Ainsi, Fundecor peut créer et tester des mécanismes de conservation qui s'inscrivent dans le concept de la décarbonation.

### **3.2. Le Plan national de décarbonation : un laboratoire national des alliances entre marché et environnement**

Le concept de décarbonation au niveau national prend place dans la sphère publique, porté par le Président sortant Carlos Alvarado de centre gauche autour du Plan national de décarbonation (2018-2050) qui structure toute la politique publique costaricienne sur les enjeux

---

<sup>29</sup> Entretien A5, en espagnol: "Estoy aquí no porque soy un forestal (...) nunca había trabajado el tema forestal, y sin embargo, siento que tiene un potencial, inmenso particularmente cuando abordo el tema de desarrollo sostenible (...) En cambio en forestaría hay más espacio de innovación."

<sup>30</sup> Entretien A7, en espagnol: "Entonces la preguntaba que nos hacíamos era en realmente pensar en esquemas novedosos, porque lo que siempre se solía hacer era no no hay que hacer campañas, para que la gente pone conciencia y cuiden, eso no es suficiente, alguien que tiene un bosque puede ser muy consciente, pero lo que ocupa al final es flujo de caja".

<sup>31</sup> Entretien A7, en espagnol: "El ministro vio eso tan lindo, y dijo no eso es al nivel nacional. Y esa es un poquito la función principal de Fundecor, ser un laboratorio donde se prueban cosas y si la cosa podemos demostrar que estuvo excelente, eso es como la labor fundamental de Fundecor que ojalá se siga".

<sup>32</sup> Entretien A5, en espagnol : "Entonces me vine por acá, como Director ejecutivo, esencialmente para mover la fundación, en un marco de descarbonizacion de la economía en el siglo 21."

de réduction des émissions de CO<sub>2</sub><sup>33</sup>. Le Costa Rica au travers d'un volontarisme politique appuyé par l'ICT (Institut costaricien du tourisme) est perçu sur la scène internationale comme un pays leader dans le domaine des énergies renouvelables et de sa gestion environnementale plus largement. Le Plan National de décarbonation est l'occasion, à partir de cet imaginaire de réaffirmer la position du Costa Rica en tant que laboratoire mondial de la décarbonation<sup>34</sup>. Cet imaginaire repose sur le paradigme construit au niveau international depuis les années 1990 cherchant à rendre compatible la question climatique et environnementale avec l'économie de marché : la modernisation écologique<sup>35</sup> ou bien le capitalisme vert<sup>36</sup>.

En suivant la même perspective d'Alberto Gutierrez, le Costa Rica peut être pensé comme un « écolaboratoire néolibéral »<sup>37</sup>. Il serait une scène d'expérimentation des formes innovantes de gouvernance environnementale basée sur le marché. Gutierrez montre : « La gestion environnementale costaricienne n'a pas seulement reçue une forte influence des grands courants globaux, mais elle est devenue depuis lors une pièce maîtresse de la dynamique de cette environmentalisme de marché global, au niveau politique et symbolique »<sup>38</sup>. « La preuve de cela est le fait que le Costa Rica a été pionnière et pro-active dans l'adoption de mécanismes de gestion environnementale basés sur le marché, à travers des politiques et des programmes comme l'échange dette-nature et le paiement pour services environnementaux (PSE), les deux implémentés en 1987 (Ramírez, 2017)<sup>39</sup>. Gutierrez montre bien comment malgré la petite taille du Costa Rica, ce pays parvient à utiliser le prestige qu'il incarne dans sa gestion environnementale en général en tant qu'autorité morale pour guider les autres pays dans cette voie. Malgré ce prestige, le Plan national de décarbonation ne se réfère pas à certains enjeux comme le modèle agro-exportateur qui repose sur des monocultures du pays et il ne parle pas de la question de la consommation et se concentre sur le thème des déchets par exemple. Ainsi, ce projet autour de la mise en œuvre de PSE qui repose sur la production de Melina incarne ces logiques à un niveau local d'expérimentation de formes de gouvernance environnementale basée sur le marché.

### **Conclusion :**

Ce projet montre des tensions existantes au Costa Rica entre conservation et développement et peut exemplifier un modèle de développement et de conservation orienté vers les logiques marchandes au Costa Rica. Au-delà, en suivant la perspective d'Alberto Gutierrez, cela nous invite à penser comment le domaine environnemental joue un rôle clé dans le

---

<sup>33</sup> GOBIERNO DE COSTA RICA, « Plan nacional de descarbonización. 2018-2050 »..., *op. cit.*

<sup>34</sup> Alberto Gutiérrez ARGUEDAS, « Capitalismo verde y energías “limpias”/renovables: Costa Rica como laboratorio mundial de descarbonización », *Anuario Centro de Investigación y Estudios Políticos*, 11, 30 novembre 2020, p. 195-227.

<sup>35</sup> Jean FOYER, « Introduction générale : La modernisation écologique à l'épreuve de Rio+20 », in *Regards croisés sur Rio+20 : La modernisation écologique à l'épreuve*, Paris, CNRS Éditions, coll. « Sociologie », 2019, p. 11-28.

<sup>36</sup> A.G. ARGUEDAS, « Capitalismo verde y energías “limpias”/renovables »..., *op. cit.*

<sup>37</sup> *Ibid.*

<sup>38</sup> *Ibid.* En espagnol: “La gestión ambiental costarricense no solamente recibió fuerte influencia de estas grandes corrientes globales, sino que se convirtió desde entonces en una pieza importante dentro de la dinámica de ese ambientalismo de mercado global, a nivel político y simbólico.”

<sup>39</sup> A.G. ARGUEDAS, « Capitalismo verde y energías “limpias”/renovables »..., *op. cit.* En espagnol: “Muestra de ello es el hecho que Costa Rica fue pionera y proactiva en la adopción de mecanismos de gestión ambiental basados en el mercado, a través de políticas y programas como Canje de Deuda por Naturaleza y Pago por Servicios Ambientales (PSA), ambos implementados en 1987.”

processus de néolibéralisation du Costa Rica. Ce projet de Melina ainsi que les activités autour des PSE de façon plus générale sur le territoire à Sarapiquí constitue un laboratoire local de la décarbonation et du capitalisme vert. Ce micro-laboratoire de capitalisme vert représente des logiques présentes au niveau national où le Costa Rica est un éco-laboratoire pour le monde global sur ces mécanismes innovants alliant capitalisme et nature.

### **Bibliographie :**

ARGUEDAS Alberto Gutiérrez, « Capitalismo verde y energías “limpias”/renovables: Costa Rica como laboratorio mundial de descarbonización », *Anuario Centro de Investigación y Estudios Políticos*, 11, 30 novembre 2020, p. 195-227.

CASTRO-VARGAS María Soledad et WERNER Marion, « Regulation by impasse: Pesticide registration, capital and the state in Costa Rica », *Environment and Planning E: Nature and Space*, 15 août 2022, p. 251484862211167.

ECHAVARRÍA Tania Rodríguez et PRUNIER Delphine, « Extractivismo agrícola, frontera y fuerza de trabajo migrante: La expansión del monocultivo de piña en Costa Rica », *Frontera norte*, 32, 2020, p. 1.

FOYER Jean, « Introduction générale : La modernisation écologique à l'épreuve de Rio+20 », in *Regards croisés sur Rio+20 : La modernisation écologique à l'épreuve*, Paris, CNRS Éditions, coll.« Sociologie », 2019, p. 11-28.

GOBIERNO DE COSTA RICA, « Costa Rica recibe premio mundial por labor ejemplar en sostenibilidad – Presidencia de la República de Costa Rica », 2019.

GOBIERNO DE COSTA RICA, « Plan nacional de descarbonización. 2018-2050 », 2018.

Le COQ Jean-François et SEGURA Fernando Saenz, « Les organisations intermédiaires locales, un acteur clé dans la mise en œuvre et les résultats du programme de paiements pour services environnementaux au Costa Rica », *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, Vol. 7, n°1, 11 avril 2016, <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11221>.

LE COQ Jean-François, PESCHE Denis, LEGRAND Thomas, FROGER Géraldine et SAENZ SEGURA Fernando, « La mise en politique des services environnementaux : la genèse du Programme de paiements pour services environnementaux au Costa Rica », *[Vertigo] La revue électronique en sciences de l'environnement*, 12-3, 2012, <https://www.erudit.org/en/journals/vertigo/2012-v12-n3-vertigo01173/1022680ar/>.

OBANDO CAMPOS Alexa, « Acciones y omisiones del Estado costarricense en la expansión piñera: El caso de la Zona Norte-Norte de Costa Rica », *Anuario Centro de Investigación y Estudios Políticos*, 11, 30 novembre 2020, p. 22-55.

PESCHE Denis, BIDAUD Cécile, MERAL Philippe, COQ Jean-François Le, FROGER Géraldine et HRABANSKI Marie, « Dynamique des dispositifs de paiements pour services environnementaux : les apports de l'analyse des politiques Publiques », *Développement durable et territoires*, Vol. 7, n°1, 11 avril 2016, <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11233>.